

Revendication de mesures concrètes en matière de création d'emplois verts et décents durant les Dialogues de Rio + 20 (20.06.12)

19 juin 2012 : Un groupe représentant la société civile, notamment la Confédération syndicale internationale (CSI), a élaboré, le samedi 16 juin, trois propositions à présenter aux chefs d'État et de gouvernement, qui devront figurer dans la déclaration finale de Rio + 20.

Les recommandations concernent des questions liées au chômage, au travail décent et à la migration. Cette initiative s'inscrit dans le cadre des Dialogues sur le développement durable, qui seront organisés durant le Sommet des Nations unies à Rio de Janeiro (Brésil).

Plus de 2 000 personnes et dix spécialistes ont pris part au débat sur l'avenir de la création d'emplois dans le monde et un nouveau modèle de développement. Grâce à un système de scrutin, les participants ont soutenu que la création d'emplois décents dépend de l'engagement des pays à assurer la participation des travailleurs/euses aux négociations, l'amélioration des conditions de travail et la protection sociale.

L'une des recommandations approuvées par la plénière stipule que « les gouvernements doivent s'engager à garantir une protection sociale et un travail décent pour tous d'ici 2030, notamment l'accès à la santé, au chômage, à la maternité et à la protection de l'enfance ». Elle soutient également l'égalité entre les sexes sur le lieu de travail, des objectifs en matière d'emplois verts et décents et une stratégie visant au recyclage de la main-d'œuvre.

L'économiste James Galbraith, professeur à l'université de Texas (États-Unis), a déclaré que la deuxième résolution adoptée a recueilli une large approbation durant les débats. « Un grande partie du public qui y assistait a veillé à mettre l'accent sur l'importance d'assurer une éducation en vue de garantir des emplois », a-t-il ajouté.

La troisième résolution approuvée par la plénière soutient les droits pour les travailleurs/euses migrants. La secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow, a souligné que le changement climatique renforcera les mouvements migratoires et que les personnes qui quittent leur pays d'origine se retrouvent souvent face à des problèmes politiques et économiques.

« Le premier sondage d'opinion mondial de la CSI révèle que les travailleurs/euses dans le monde se sentent impuissants et n'ont aucun espoir d'un meilleur avenir pour leurs enfants. Même au Brésil, qui va à contre-courant par rapport à d'autres pays et enregistre des avancements en matière de relations de travail, on observe une préoccupation générale par rapport à certaines questions, telles que les salaires et la répartition des revenus », a déclaré Sharan Burrow, en mettant en évidence l'importance d'un investissement pour garantir le travail décent et la protection sociale.